

## Nord du Mali: affrontements entre touaregs et islamistes

Par Sophie Malherbe (avec AFP), publié le 08/06/2012 à 15:27, mis à jour à 15:39



MALI - Les rebelles touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) sont en désaccord avec les islamistes d'Ansar Dine dans le nord du Mali sur la question de l'application de la charia.

**Depuis le coup d'Etat du mois de mars, tout le nord du Mali est sous le contrôle de groupes armés touaregs. Après un accord de fusion, entre islamistes et membres de l'Azawad, des divergences sur l'application de la charia ont entraîné des affrontements entre les deux parties.**

La situation s'envenime dans le nord du Mali. Les islamistes d'Ansar Dine et leur allié Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), adepte du djihad, sont désormais dominants, aux dépens des touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, laïc).

Des affrontements ont éclaté dans la nuit de jeudi à vendredi entre les deux groupes touareg près de Kidal, dans le Nord, selon un fonctionnaire de la ville, qui a évoqué des tirs nourris à l'arme automatique. C'est la première fois qu'est rapporté un affrontement direct entre ces groupes.

### Une "crise tribale" ?

Les affrontements à Kidal ont opposé essentiellement les Touareg des tribus tagamalète et idnane, aux combattants ifora d'Ansar Dine. "La division s'installe au sein des groupes armés touareg. La crise devient tribale (...) C'est très dangereux", a commenté le journaliste malien Tiégoum Boubèye Maïga. Interrogé dans la nuit, Mohamed Ag Mamoud, combattant d'Ansar Dine, avait expliqué cet affrontement par le fait que "toute cette semaine, le MNLA a manipulé à Kidal des civils qui ont manifesté" contre le mouvement islamiste.

Des habitants de la ville, surtout des femmes et des jeunes, avaient en effet manifesté les 5 et 6 juin contre la présence des islamistes et dit leur soutien au MNLA, mais la première manifestation avait été violemment dispersée. Par ailleurs, un nouveau groupe armé, le Mouvement des patriotes pour la résistance et la libération de Tombouctou (MPRLT), a annoncé jeudi sa création en vue de "chasser les islamistes" de cette cité historique du nord du Mali. Il compte essentiellement des Songhaï de Tombouctou qui sont les populations sédentaires, et des Touareg noirs.

### La loi islamique au coeur des tensions

Ansar Dine et le MNLA avaient pourtant annoncé le 26 mai un accord de fusion pour créer un "Etat islamique" dans le nord du Mali, mais celui-ci a été dénoncé par une partie des rebelles touareg, évoquant des désaccords sur l'application de la charia.

Porte-parole du MNLA basé à Paris, Mossa Ag Attaher, a affirmé que le mouvement touareg avait "accepté le mot d'"Etat islamique", mais il devait être écrit que nous pratiquons un islam modéré et tolérant, et la charia ne devait être mentionnée nulle part". "Nous ne sommes pas prêts à nous retrouver enfermés dans la charia du jour au lendemain", a-t-il insisté, alors que ces divergences avaient très vite surgi après la signature de l'accord.

## **L'Union africaine se tourne vers l'ONU**

Dans ce contexte, l'Union africaine (UA), qui avait rejeté la déclaration d'indépendance des touareg, va saisir l'ONU pour obtenir son "appui" à une éventuelle intervention militaire dans le nord malien, ont annoncé jeudi soir à Abidjan des responsables des Nations unies, de l'UA et de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Réunis dans le "groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali", les participants ont jugé nécessaire de "mobiliser tous les moyens appropriés, y compris militaires", pour aider l'Etat malien à reprendre cette région "dans les plus brefs délais possibles" et "combattre les groupes terroristes" et "criminels" qui y sévissent.

Le chef de l'Etat béninois et président en exercice de l'UA, Thomas Boni Yayi, avait lancé le 30 mai l'idée d'une saisine du Conseil de sécurité de l'ONU en vue de la création d'une "force" africaine d'intervention au Mali. Mais les contours, les composantes et le mandat exact d'une éventuelle opération militaire dans le nord malien ne sont toujours pas déterminés.

Avec AFP